



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Union postale . 12 » 6 »
On s'abonne à tous les bureaux de poste

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . 25 » »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux : Rue de l'Union, 2

AVIS

Nous prions nos abonnés de bien vouloir réserver bon accueil à nos cartes de remboursement de l'abonnement de 6 mois au journal, que nous prendrons par la poste au commencement de la semaine prochaine.

L'ADMINISTRATION.

Question des téléphones.

Le projet de loi sur les téléphones, soumis aux Chambres fédérales le 13 novembre 1888, en suite d'un postulat adopté le 23 décembre 1887 par les Chambres, sera, selon toutes prévisions, discuté dans la session de mars de l'année courante, au Conseil des Etats auquel la priorité a été accordée et qui a déjà désigné son rapporteur dans la personne de M. le conseiller aux Etats Gavard.

Depuis son introduction en Suisse, soit depuis huit ans, le téléphone a pris une rapide extension; il rend de grands services aux populations des grandes villes et des localités avoisinantes, si bien qu'il est devenu un moyen de communication d'un usage journalier et pour ainsi dire indispensable.

Il était donc du devoir des chambres de commerce d'étudier le projet de loi y relatif, d'autant plus que plusieurs de ses dispositions ont dès l'abord provoqué dans le public des observations ou des réclamations dont la presse s'est faite l'écho.

Le Vorort de l'Association commerciale et industrielle suisse, ayant demandé à ses sections de lui envoyer un rapport sur la question, la Société des fabricants d'horlogerie et celle de l'Emulation industrielle de la Chaux-de-Fonds, ont adressé, en date du 28 décembre écoulé, une lettre à la Société intercantonale des

industries du Jura, qui rend compte du résultat des délibérations qui ont eu lieu au sein de ces deux sociétés. Nous en extrayons les passages suivants.

Les dispositions qui nous paraissent mériter le plus d'attention de nos sociétés sont celles relatives à l'usage du téléphone.

En principe nous sommes absolument opposé à une augmentation quelconque des taxes téléphoniques. Nous envisageons que le téléphone doit être considéré comme un service public ayant pour but de faciliter de toutes manières les communications et par suite l'industrie et le commerce, et nous croyons qu'il est nécessaire de ne pas le sortir de sa destination naturelle.

Nous sommes d'avis que le système actuel n'est pas toujours équitable, puisqu'il est reconnu qu'au même prix beaucoup d'abonnés ne font qu'un usage très restreint de leur téléphone, tandis que d'autres en font un usage très important. Il y aurait certainement lieu de modifier cette situation et peut-être de diviser les abonnés au téléphone en deux catégories:

1^o Celle des petits industriels et des petits négociants ou particuliers qui n'ont qu'un emploi restreint du téléphone.

On fixerait par exemple une taxe annuelle de fr. 75 jusqu'à un maximum de 1000 conversations. Cette taxe serait augmentée de fr. 15 pour chaque unité de 200 conversations ou fraction de 200, jusqu'à concurrence de fr. 150.

De cette façon, il nous paraît évident qu'un nombreux public désirant s'abonner au téléphone, mais devant y renoncer par motif d'économie, profiterait de cette taxe réduite et qu'ainsi le téléphone serait mis à la portée de tous.

2^o Celle des négociants et industriels paierait une taxe uniforme de fr. 150 et

aurait droit à faire un usage illimité du téléphone.

Pour ce qui concerne les taxes des services spéciaux, nous demandons à ce que la taxe proposée de 75 centimes par 3 minutes de conversation entre réseaux différents, soit totalement abandonnée et que l'on en reste aux taxes actuelles, c'est-à-dire 20 cent. par 5 minutes de conversation jusqu'à 100 kilomètres et 50 cent. par 5 minutes pour les distances supérieures à 100 kilom.

Si notre point de vue n'était pas pris en considération, nous croyons que l'usage du téléphone en serait considérablement amoindri et que les petites localités, en particulier, seraient condamnées à y renoncer. Le résultat serait d'autant plus malheureux que le système de raccordement entre réseaux différents avait été fort bien accueilli et que, pour ce qui concerne l'industrie horlogère en particulier, il groupait toutes les forces productives, ce qui certes a toujours plus sa raison d'être pour le développement de notre industrie jurassienne.

A Genève aussi, on s'est préoccupé de la question et une nombreuse assemblée, convoquée par la Chambre de commerce, a entendu le rapport d'une commission spéciale.

Cette commission ne s'est pas occupée que des articles relatifs à l'usage du téléphone par le public et aux taxes téléphoniques. Le rapporteur rappelle d'abord que, d'après les comptes de l'administration fédérale pour 1887, les résultats financiers de cette année ont été les suivants: Recettes, 937,611 fr.; dépenses, 858,976 fr., y compris l'établissement de nouvelles lignes se montant à 363,619 fr.

Avec la taxe fixe annuelle de 150 fr., la Confédération a donc pu couvrir entiè-

rement le coût d'établissement de toutes les installations téléphoniques créées jusqu'ici et réaliser en outre un bénéfice de 78,634 fr. en 1887. Le Conseil fédéral déclare lui-même dans son message que la « réduction de la taxe a été rendue possible par le fait incontestable que c'est uniquement aux droits annuels qu'on est redevable que l'administration a été jusqu'à présent à même de payer avec le compte annuel, non seulement les frais d'exploitation proprement dite, mais aussi tous ceux des nouvelles installations, et de verser en outre un modeste bénéfice dans la caisse de la Confédération. » Le réseau genevois, en 1887, a payé 189,000 fr. comme droit d'abonnement; il forme donc à lui seul à peu près la cinquième partie du réseau de la Suisse et produit environ la cinquième partie de la recette totale.

Le rapport rappelle le nouveau système proposé que nous avons exposé dans nos colonnes il y a quelque temps, système qui offre aux yeux du Conseil fédéral deux avantages: 1) celui de rendre l'usage du téléphone autant que possible accessible à tout le monde; — 2) celui de répartir le plus équitablement les charges en faisant payer l'usage du téléphone proportionnellement au nombre des communications demandées par chaque abonné.

On ne peut méconnaître que le système proposé par le Conseil fédéral ne repose sur un principe juste, celui de faire payer une taxe proportionnelle au nombre des communications, et le statu quo ne sera pas défendu par un bien grand nombre d'intéressés. Mais n'est-il pas un peu trop absolu, un peu trop compliqué? Aboutira-t-il réellement à une réduction importante d'une taxe, réduction que l'opinion publique et les Chambres fédérales réclament et que le Conseil fédéral reconnaît lui-même comme possible et désirable?

On a vu que la Confédération avait amorti, au moyen des recettes annuelles, les frais d'établissement de tous les réseaux téléphoniques existants et qu'elle réalisait en outre d'assez jolis bénéfices; aussi la commission trouve que les réductions de taxes pourraient sans danger être plus importantes que celles proposées. Le chiffre annuel de 500 communications pour le prix de 80 fr. paraît en tout cas manifestement insuffisant et devrait être élevé au moins à 1,000, soit 3 1/3 communications par jour ouvrable, et la taxe supplémentaire par 100 communications ou fractions de 100 être abaissé de 5 à 3 fr.

De plus, il devrait être fixé un maximum pour le prix d'abonnement, ce qui permettrait aux stations centrales de ne pas compter les appels d'un certain nombre d'abonnés faisant un usage fréquent du téléphone; ce maximum pourrait être fixé à 200 fr.

En conséquence, la Chambre, à défaut du maintien du système actuel de la taxe fixe annuelle réduite, soumet à l'appro-

bation de l'assemblée une des deux modifications suivantes au paragraphe e de l'article 13 A du projet élaboré par le Conseil fédéral:

A. « Lorsque les communications demandées d'une station avec d'autres dépassent le chiffre de 1,000, l'augmentation pour chaque cent supplémentaire, ainsi que pour les fractions de ce chiffre, est de 3 fr., jusqu'au chiffre maximum de 200 fr. par année.

« Avant d'établir le chiffre des communications soumises à ce droit supplémentaire, l'administration déduira à chaque abonné 20 % (ou 10 %), pour communications erronées, inexécutées ou inexécutoires. »

B. « Lorsque les communications demandées, etc., dépassent le chiffre de 1,000, le droit d'abonnement sera fixé de la manière suivante: de 1,001 à 2,500 communications, 120 fr.; de 2,501 à 5,000, 160 fr.: au-delà de 5,000, 200 fr. au maximum. — Déduction du 20 ou du 10 % des communications comme ci-dessus.

Le rapport de la commission et ses conclusions telles qu'elles sont formulées dans le projet A, à l'exclusion du projet B, sont adoptées à l'unanimité.

Comme on le voit, tout l'effort porte sur l'élévation à 1000 du chiffre des communications. A la Chaux-de-Fonds, on envisage qu'une taxe annuelle de 75 fr. devrait correspondre au maximum de 1000 conversations; à Genève, au cours de la discussion dont nous avons donné le résultat, le chiffre de 80 fr. pour le même nombre de conversations a été indiqué.

RAPPORT SPÉCIAL DU CONSUL GÉNÉRAL DE SUISSE EN ROUMANIE,

M. Jean STAUB, à Bucarest, sur l'année 1888.

Horlogerie et bijouterie. Ces deux branches, telles qu'elles sont représentées dans le commerce en Roumanie, ont tant de traits communs et partagent à tel point le même sort qu'il serait difficile de les scinder et de les traiter chacune séparément dans un compte rendu comme le présent, lequel, nécessairement, ne peut être que d'un caractère général, les détails sur chaque article ne pouvant et ne devant pas faire l'objet d'un rapport destiné à la publicité. A côté de cela, il est à remarquer que ce procédé correspond exactement à l'état réel des choses, ces deux branches se trouvant en Roumanie dans la plupart des cas réunies dans une seule main. Ainsi, ici, ce ne sont pas les horlogers qui vendent le plus de montres, mais bien les bijoutiers chez lesquels on trouve les montres suisses en promiscuité avec la bijouterie et d'autres articles similaires de tous les pays.

Ce disant, jetons un coup d'œil sur la situation de ces affaires. L'aperçu bref que je lui ai consacré, il y a un an, n'était pas pour encourager nos industriels à élargir leur cercle d'affaires dans ce pays. Je signalais alors une surabondance de marchandises, l'absence d'acheteurs, l'encaissement languissant, tout autant de symptômes d'un état maladif prêt à se transformer en crise.

Survinrent alors des événements politiques et d'autres non moins inquiétants d'un ordre social, comme la révolte des paysans. Le

commerce de l'horlogerie et de la bijouterie, commerce délicat, suivant de près les grands mouvements du jour, ne pouvait se soustraire aux contre-coups de ces intempéries. Il s'en ressentit vivement. En effet, quel fermier, quel propriétaire songerait à acheter des bijoux, des montres, quand les paysans de sa terre battent la campagne en séditeux, démolissant les maisons, dévastant les propriétés et même les champs ensemencés? La vente cessa complètement. La torpeur gagna la résidence comme les villes de province. Le moment fatal arriva où plusieurs maisons de diverses branches ne purent plus faire face à leurs engagements. Elles demandèrent des sursis d'abord, des accommodements après. Elles les obtinrent. Et c'était là encore, pour tous, le meilleur parti à prendre. La faillite, la liquidation par voie judiciaire ne donnent, dans ce genre de commerce, jamais un résultat satisfaisant. Aussi les maisons suisses se sont-elles montrées accommodantes. Une seule faillite dans l'horlogerie est devenue inévitable sur place. Le chef de la maison s'est éloigné par des considérations indépendantes de son commerce. Cette affaire est pendante aujourd'hui encore, et les créanciers suisses font bien, à mon avis, de la laisser en état. Le débiteur, à présent plongé dans l'inconnu, réparaitra, tout me le fait croire, ici ou là, et alors on préférera au vide de la masse ses offres d'arrangement dans la mesure du possible.

Un fait qui me surprend, je l'avoue sans ambages, c'est que les commerçants de ces branches les mieux situés se plaignent que la stagnation des affaires de ce printemps persiste encore, bien qu'entre temps une magnifique récolte ait changé de fond en comble la situation du pays. L'or nous est revenu, la prospérité renaît, l'abondance transperce. L'agio qui, il y a un an, était de dix-huit pour cent, n'est aujourd'hui que de quatre ou cinq. L'horloger qui vendait alors la montre à cent francs n'y gagnait rien: l'agio absorbait son gain. Le voyant baisser cet automne, il espéra pouvoir aujourd'hui vendre et gagner. Il n'en est rien. La vente fait défaut, le marasme continue. A quoi faut-il attribuer ce phénomène étonnant? Quelle en est l'explication? Il est possible, probable même, que plusieurs causes y concourent. Une d'elle est certainement la suivante: L'or nous est revenu, il est vrai, qui pourrait le nier en présence de la brillante récolte, de l'énorme exportation de céréales à des prix rémunérateurs et croissants? Mais c'est précisément là que la solution réside. L'or, le sang qui fait marcher les affaires, est rentré dans le pays par la grande artère du commerce d'exportation, la seule qui nous nourrisse. Mais l'or ne s'est pas répandu encore dans toutes les classes de la société; le sang n'a pas pénétré encore dans toutes les ramifications du système artériel de ce grand corps, l'Etat. Combien de vaisseaux, d'artérioles sont vides et secs encore! En outre, combien de dettes d'ancienne date y avait-il à régler d'abord! Pour que le revenu de nos produits se partage à toutes les couches des consommateurs, il faut du temps. Cela s'opère lentement, graduellement, mais la distribution avance. Les articles en question n'étant pas de première nécessité, leur tour semble n'être pas arrivé encore de bénéficier de la reprise des affaires. Mais nul doute que l'animation qui règne dans d'autres sphères du commerce d'importation, ne se propage aussi à l'horlogerie et à la bijouterie. Leur avenir ne m'inspire donc point d'appréhension; je le crois plutôt rassurant.

L'on entend cependant des plaintes encore dont les causes sont inhérentes à l'industrie même; ainsi nos commerçants de la branche attendent avec impatience une loi qui règle

le poinçonnement officiel et obligatoire des matières d'or et d'argent; la chambre de commerce de Bucarest s'est fait l'écho de cette demande.

En bijouterie, ce sont toujours les articles bon marché qui ont le dessus; l'Allemagne continue à dominer, dans ces genres, la place. Il se vend toujours beaucoup de bijouterie en imitation, du doublé, au détriment de la bijouterie fine.

NOUVELLES DIVERSES

Electro-aviso (avertisseur d'incendie).— Ce nouvel appareil inventé par les MM. Steven vient d'être breveté en Suisse et réunit sans contredit toutes les conditions nécessaires à un fonctionnement infailible. Plusieurs essais viennent d'être faits à Bienne et Granges-Berne, devant des personnes très-versées en matière d'électricité et de ses applications, et le résultat a dépassé toute attente. Au point de vue scientifique, cet appareil est simple. Il est basé sur une dilatation et compensation automatique et permanente. On peut le régler à toutes les températures, ce qui fait qu'il reste insensible à l'action d'une chaleur produite par les calorifères, fournaux, éclairage, etc. En revanche, une élévation brusque de température, ou simplement un peu de fumée produite par un commencement de combustion suffisent pour établir le contact et, par conséquent, pour faire fonctionner le timbre d'alarme, ce qui permet à un enfant même de se rendre maître de l'incendie, étant donné que les ravages produits par le feu sont encore insignifiants, puisque le moindre chiffon de papier ou tout autre objet qui prendrait feu sont suffisants pour avertir à un endroit déterminé. Les personnes désireuses de se convaincre par une démonstration pratique de l'efficacité et de l'utilité de cet avertisseur d'incendie peuvent se rendre à la Direction de l'Ecole d'horlogerie, à Bienne, où une installation provisoire vient d'être faite.

L'appareil est très utilisé en Belgique, en France, en Espagne et les colonies espagnoles.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

7 Janvier 1889.

M. le rédacteur,

Depuis bien des années on cherche les moyens de relever notre industrie horlogère; on se réunit, on se groupe, on discute, et tous les moyens les plus efficaces qui sont proposés pour apporter un remède à la situation, sont retournés et retournés, et soigneusement, je dirai même scrupuleusement mis de côté.

Voulons nous savoir pourquoi on s'empresse de mettre de côté ces moyens; c'est parce que tous ceux qui en auraient besoin ferment les yeux et continuent à travailler tête baissée, sans se rendre compte du résultat de leurs travaux. On travaille, on court, on entreprend du travail à n'importe quel prix, pour le plus grand bien et l'enrichissement des avilisseurs. Avoir beaucoup d'ouvrage, faire travailler 12, 13 et 14 heures par jour dans son atelier, tenir tête aux concurrents par la baisse des prix, voilà le but de ces malins; quant à penser un instant qu'avec un tel système ils ruinent l'industrie, ils démoralisent l'ouvrier, et entretiennent des rapports aigus entre concurrents, ils s'en soucient comme Colin Tampon.

De temps en temps un des leurs cultube, alors ils réfléchissent un instant; vous allez penser qu'ils réfléchissent à améliorer la situation. Ah! vous êtes bon! ils réfléchissent tout simplement à ceci. En voilà un qui tombe! bon, comme ils courent tous les uns après les autres chez les clients du défunt en affaires, et s'empressent de leur annoncer qu'ils sont autrement malins que le défunt et qu'ils se recommandent aux prix les plus bas, voir même en dessous, si vous m'accordez la préférence, ou si vous me faites tenir le travail que tel ou tel faisait. Mais me direz vous comment ces gens là peuvent-ils faire pour soutenir une situation si difficile; vous faites erreur, et ces gens là ont des trucs à eux pour leur travail; ils s'y entendent mieux que vous à conduire une affaire et, ma foi, je crois bien que c'est vous qui êtes les *benêts*.

Eh bien! je vais vous expliquer comment ça se passe. Des preuves j'en ai, et je ne vous dirai que la stricte vérité.

Primo on ne se rend pas compte de son travail et je défie un de ces malins, établis depuis des années, de fournir (non seulement un bilan, ils ne savent ce que c'est), mais seulement un compte de marchandises générales. Vous trouverez par-ci, par-là, un livre de caisse; jamais un livre d'échéances. Le prix de revient est inscrit dans leurs têtes, (modèles de conception têtes exceptionnelles enfin!) Ces gens là se bercent d'illusions, ont l'habitude de calculer grosso-modo, et quand ils ont besoin de quelques cents francs, les trucs commencent. Il y a de par le monde des gens de cœur qui prêtent à gros intérêts; on commence par mettre cette corde à son arc, ensuite vient un ami, qui aidera à rembourser un versement, puis vient un parent. Tous sont connus travailleurs laborieux, jouissant d'une certaine aisance, mais dans la gêne momentanément, chose qui s'explique par la présence de concurrents déloyaux qui veulent du mal à ces Messieurs qui sont pourtant de braves gens, les *uns pieux*, les *autres non pieux*. Enfin, quand ils ont tiré à toutes les cordes, après avoir débité leur boniment dans lequel tous les gens honnêtes sont traités de cerbères, de gloutons, de viveurs, d'ambitieux, etc. etc., ils tendent la main, se retirent avec quelques centaines de francs qui rallongent la courroie, mais oublient l'essentiel, de commencer à compter, d'avoir de l'ordre dans leurs affaires et de penser qu'une situation pareille leur sera fatale.

Bref, nous assistons à une scène qui se renouvelle chaque jour, et comme je le disais plus haut, au lieu de réfléchir lorsqu'un fabricant ou un chef d'atelier chute, tout le monde de ces malins se précipite en chœur chez ceux qui les faisaient travailler et sollicitent le travail sans amélioration de prix.

Une question très-grave se pose ici, et si les ouvriers regardaient la situation de sang froid, ils seraient certainement le plus puissant auxiliaire pour améliorer la situation dans laquelle les gâcheurs, les roublards, et surtout les gonflés de notre industrie nous ont jetés.

Je me réserve, dans un prochain article, de traiter cette question. A. N.

Le rédacteur responsable: Fritz HUGUENIN.

AVIS IMPORTANT

Une maison suisse d'horlogerie en Italie fournit des renseignements confidentiels sur les maisons de ce pays-là.

Adresser les demandes sous initiales J. G., à l'expédition de la feuille. 529

Balanciers compensés non magnétiques
brevetés en Amérique (Etats-Unis), France, etc.

Balanciers compensés et façon compensés acier et laiton,
tous genres, grandeurs et prix

Maison fondée en 1848

C. HUGUENIN-THIEBAUD & fils
PONTS-MARTEL (Suisse)

LA PLUS GRANDE FABRIQUE SUISSE POUR CETTE BRANCHE D'HORLOGERIE

Récompenses et médailles à plusieurs expositions
Paris 1878, Chaux-de-Fonds 1879, Chaux-de-Fonds 1881

Prix-courants détaillés et échantillons à disposition.

504

Atelier pour la frappe de boîtes de montres, médailles,
insignes, jetons, etc.

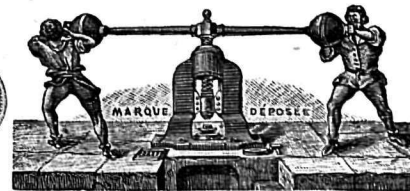
F. HOMBERG, graveur, BERNE

Zurich 1883

Chaux-de-Fonds 1884



Diplom für vorzügl. Pn.



Médaille d'argent

Gravure artistique et industrielle sur métaux et sur bois

Poinçons et estampes pour l'horlogerie

SPÉCIALITÉ DE MARQUES DE FABRIQUE

On se charge gratuitement de l'enregistrement des marques de fabrique au bureau fédéral de Berne. Enregistrement à Leipzig.

OBTENTION DE BREVETS D'INVENTION 355

Plus de 1,000 marques ont déjà été déposées par mon entremise et gravées dans mes ateliers.

L'imprimerie de la **Fédération horlogère suisse** se recommande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.

BUREAU DE PLACEMENT

On demande

pour entrer courant janvier, 6 bons remonteurs pour pièces 13 lig. Ouvrage facile et bien payé. S'adresser au bureau. 510

La fabrique du Rocher, Neuchâtel, demande

un jeune monteur de boîtes argent

connaissant les rhabillages et capable de faire les encageages.

A la même adresse, on donnerait à domicile des réglages Brequet. Indiquer les prix. 527

Un jeune homme

de 19 ans, employé dans un magasin de fournitures d'horlogerie, ayant suivi dans une école les cours d'ébauche et finissage, demande emploi dans un magasin ou une fabrique d'horlogerie.

S'adresser au bureau. 528

Une bonne arrondisseuse de roues de finissages est demandée à la fabrique

KUHN & TIÈCHE,
à Reconvillier.

531

La fabrique d'horlogerie suisse de Kreuzlingen

demande une bonne polisseuse de vis. Ouvrage suivi et bien payé. S'y adresser. Voyage payé. 532

Reisestelle-Gesuch

Ein gewandter Verkäufer, verheirathet, gelernter Uhrmacher, welcher mehrere Jahre Deutschland bereist hat und in der Kundschaft gut eingeführt ist sucht Engagement.

Offerten sub Chiffre R. R. 333 zu richten an die Exp. dieses Bl. 501

Ein gewandter, solider 513

Mechaniker

findet dauernde Anstellung in einer Uhrenfabrik. Offerten mit Gehaltsansprüche und Zeugnissabschriften an diese Zeitung.



L. MEIER
REIDEN
(Lucerne)

pourvu des systèmes de nettoyage à vapeur les plus modernes, expédie de bonnes plumes nouvelles, bien nettoyées et séchées, aux prix de 65 et 90 ct., épurées à la vapeur, à 1 fr. 40, 2 fr., 2 fr. 50, 3 fr. 20, 4 et 5 fr. le 1/2 kilo. Plumes-davet de 1^{re} qualité, à 3 fr. 20, 4 fr. 75, 5 fr. 20, 6 fr. jusqu'à 10 fr.

Deux sortes très recommandées sont : les plumes du canard chinois, à 2 fr. et celles d'oies, à 2 fr. 50.

Laine-ouate pour matelas, à 1 fr. 20, 1 fr. 50 et 2 fr.

Crin animal, à 1 fr. 20 1 fr. 50, 1 fr. 80, 2 fr. 30 et 3 fr. Fibre, à 70 et 90 centimes

Plumes vierges à 40 centimes.

Les prix s'entendent par demi-kilo, franc de port contre remboursement. Prix-courant spéciaux et échantillons sur désir. 507

SERVICE HYDROGRAPHIQUE DE LA MARINE FRANÇAISE

Concours des chronomètres du 2 janvier au 31 mai 1888 (1)

A Ecart maximum des marches à la température ambiante. Limite 2⁵.

B Id.

successives. Limite 1⁵.

C Id.

au chaud (30° environ). Limite 2⁵.

F Id.

au froid (0° environ). Id. 3⁵.

I Id.

aux petites amplitudes. Id. 3⁰.

E Id.

aux positions sur XII et VI, ou sur III et IX. Limite 6⁰.

N Nombre de classement [égal à A, plus B, plus 1/2 I, plus le plus grand de C ou de 1/2 F] (2).

521

Constructeurs	Nos des Chronomètres	A	B	C ou 1/2 F	1/2 I	E	N	Détails de construction
Classés								
Delépine	1505	0,42	0,30	0,33	0,94	2,40	1,99	Bal. circ., spiral palladium
Delépine	1468	0,67	0,40	0,97	0,49	5,10	2,53	Id. id. id.
Leroy	695	0,66	0,46	1,21	0,23	4,03	2,56	Id. id. id.
Leroy	669	0,97	0,78	0,80	0,88	5,97	2,93(3)	Id. id. id.
Leroy	684	1,00	0,45	0,82	0,78	1,43	3,05	Id. id. id.
Leroy	654	0,95	0,47	1,43	0,72	2,07	3,07(3)	Id. id. id.
Delépine	1508	0,68	0,29	1,47	0,65	5,37	3,09	Id. id. id.
Leroy	663	1,01	0,40	1,58	0,20	2,27	3,19	Id. id. id.
Leroy	681	1,07	0,46	1,47	0,24	4,37	3,24	Id. id. id.
Leroy & fils	146	1,06	0,38	1,12	0,93	1,90	3,49	Id. id. id.
Leroy	664	0,99	0,47	1,26	1,04	1,33	3,76	Id. id. id.
Leroy	706	1,13	0,33	1,57	1,06	1,96	4,09	Id. id. id.
Leroy	680	0,96	0,42	1,57	1,20	1,63	4,15	Id. id. id.
Leroy	643	1,51	0,34	2,00	0,86	4,90	4,71	Id. id. id.
Thomas	2	1,87	0,67	2,02	0,54	4,73	4,85(4)	Id. id. acier
Leroy	688	1,30	0,47	1,95	1,18	2,05	4,90	Id. id. palladium
Leroy	658	1,92	0,42	2,10	1,13	1,67	5,57	Id. id. id.
Non classés								
Leroy	692	2,63	0,46	0,90	0,71	3,74	4,70	Bal. circ., spiral palladium
Leroy	659	1,72	1,10	1,11	1,40	4,03	4,83(3)	Id. id. id.
Leroy	682	2,65	1,66	0,82	1,10	5,53	5,73(3)	Id. id. id.
Rousseau-Lecocq	5	2,86	0,64	1,46	0,87	2,65	5,83	Id. id. id.
Callier	575	2,38	0,78	2,29	1,49	2,23	6,94	Id. id. acier

(1) Nombre des chronomètres présentés : 43. Classés, 17; non classés, 9, dont 4 retirés ou avec résultats incomplets; renvoyés avant la fin du concours, 17. Le service hydrographique a demandé au Ministère l'acquisition des six premiers chronomètres.

(2) Voir le règlement des concours dans le *Journal suisse d'Horlogerie*, XI^{me} année, page 143.

(3) Déduction faite d'une bonification de 0,50 résultant du précédent concours (art. 17 du règlement).

(4) Id. Id. 0 25 Id. (Id.).

Sertissage

La fabrique d'horlogerie Favre-Leuba, Locle, demande de suite une personne connaissant le sertissage à la machine. 522

S'adresser directement.

ON DEMANDE

un bon ouvrier sertisseur connaissant les châtons et si possible le sertissage à la machine.

Un ou deux régleurs. 525

Adresser les offres sous les initiales M. C. D., au bureau du journal.

ON DEMANDE

un laminoir finisseur pour bandes de laiton et de cuivre dont les cylindres auraient 16 à 20 centimètres de table et 12 à 15 centimètres de diamètre. 512

S'adresser au bureau du journal.

Fabrique de verres de montres en tous genres 453

Ancienne Maison TASTOIX & BASTARD

J. BASTARD & REDARD

21, QUAI DES BERGUES, 21

A GENEVE

Un guillocheur

sur l'argent cherche une place dans un atelier. S'adresser au bureau. 523

A VENDRE

Un outillage de monteur de boîtes complet pour 5 à 6 ouvriers, en très bon état.

S'adresser au bureau. 530

A remettre

pour St-Georges 1889, à Ghaux-de-Fonds, deux magasins avec appartements, situés près de la poste.

Même adresse, à vendre deux bons tours à guillocher circulaires.

S'adresser au Bureau. 487

ÉLECTRO-AVISO

Cet appareil, dû à l'invention de MM. STEWEN, ingénieurs belges, est mis en action par la production d'une élévation brusque de la température et fait partir un timbre d'alarme au moment même où un commencement d'incendie se produit.

La fumée dégagée par un foyer d'incendie, une simple feuille de papier enflammée, fait partir le timbre d'alarme et prouve la sensibilité de l'instrument.

Le timbre peut être placé à n'importe quelle distance du local qu'il s'agit de protéger contre les risques d'incendie.

Dépôt général et installation pour toute la Suisse :

M. E. BENOIT fils, à PIETERLEN, près Bienne.

Un appareil avec pile à deux éléments et timbre d'alarme, 50 francs, posage en sus.

526

Brevet pris en Suisse sous le N° 177.



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Union postale . 12 » 6 »
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . 25 » »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux : Rue de l'Union, 2

Syndicats.

Les patrons monteurs de boîtes en argent et les fabricants de galonné et d'assortiments pour la boîte de la montre, sont à la veille de conclure une alliance et de solidariser leurs intérêts. On lira plus loin le texte complet du projet de convention qui, s'il est adopté dans son principe comme il y a lieu de le croire, opérera une fusion entre deux syndicats qui poursuivent un but analogue et qui ont des intérêts communs.

Dimanche, 20 janvier courant, aura lieu à Bienne, des réunions spéciales des fabricants de ces deux branches importantes de notre industrie, et le lendemain, réunis dans une grande assemblée générale, ils discuteront le pacte fondamental qui tout en laissant à chaque syndicat son autonomie particulière, leur imprimera une force et une activité nouvelles.

Aux syndicats des fabriques d'ébauches et des fabriques de montres, qui sont les seuls syndicats complètement et solidement organisés vont donc s'ajouter deux syndicats nouveaux et le groupement des patrons monteurs de boîtes en argent sera, nous l'espérons, un solide point d'appui pour leurs confrères de la branche or, que certaines difficultés dont nous avons eu déjà l'occasion de nous occuper, empêchent encore de se grouper.

Il n'est d'ailleurs que temps, que l'industrie de la boîte or, si malade, grâce aux trop longs crédits et à la baisse des prix qui s'est accentuée encore depuis deux ans, entre à son tour dans la voie des réformes qui doivent amener son relèvement.

Malgré l'organisation des ouvriers qui, il faut le reconnaître, consacrent de très utiles efforts au maintien et à l'observation

des tarifs de façon acceptés par les patrons, la baisse des prix facturés aux fabricants d'horlogerie a suivi son cours et cela à tel point que certains chefs d'atelier ne réalisent plus qu'un bénéfice absolument dérisoire sur la façon de la boîte, et en sont réduits à trouver leur gain annuel dans la différence entre le prix qu'il paient l'or au banquier et celui qu'ils facturent aux fabricants d'horlogerie, ce même or transformé en boîtes de montres.

Une industrie qui travaille les métaux précieux et qui en arrive à livrer à crédit, de l'or travaillé et façonné sans bénéfice appréciable, qui réalise en un mot le fameux « se sauver sur la quantité » puisque chaque chef d'atelier doit mettre en manutention un poids déterminé d'or pour réaliser sur la vente de cet or, le bénéfice qui le fait vivre, cette industrie là n'est pas éloignée du jour où, tous les échelons de la décadence ayant été descendus, l'abîme s'ouvrira devant-elle.

Aussi avons-nous peine à comprendre que l'imminence d'un tel péril, ne donne pas aux intéressés la force de triompher des derniers obstacles qui s'opposent à la constitution de leur syndicat.

La question paraît devoir entrer dans une voie nouvelle et nous croyons que, d'ici quelques jours, on sera définitivement fixé sur l'attitude que les chefs d'atelier entendent prendre.

En effet, une assemblée importante a eu lieu lundi 14 courant, au Casino à la Chaux-de-Fonds; elle réunissait le Comité de la section patronale et celui de la Section ouvrière de la Chaux-de-Fonds, le Comité central de la Fédération suisse des ouvriers monteurs de boîtes et le bureau du Comité central de la Société suisse des patrons monteurs de boîtes.

Nous parlerons, dans notre prochain

numéro, des décisions qui y ont été prises et qui sont actuellement soumises à la sanction des sections patronales. Nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à dire que l'urgence de la formation du syndicat des patrons monteurs de boîtes en or, y a été reconnue.

CONVENTION.

Les soussignés, *Patrons monteurs de boîtes argent*, d'une part, et *Fabricants de galonné et d'assortiments pour la boîte de la montre*, d'autre part,

Considérant que ce n'est que par le groupement des intérêts communs et par l'exercice du principe de l'action réciproque du groupe des patrons monteurs de boîtes syndiqués et de celui des fabricants de galonné et d'assortiments pour la boîte de la montre que l'on peut espérer arriver à rendre efficaces les efforts tentés pour relever l'industrie horlogère;

Vu les statuts de leurs syndicats respectifs, arrêtent la convention suivante:

Art. 1. Cette convention est faite pour la durée d'une année. Elle commencera à courir à partir de sa mise à exécution qui sera décrétée par les deux Chambres syndicales réunies, à la majorité de ses membres. Elle se renouvellera tacitement pour une même période si, au moins trois mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des parties ou toutes deux ne l'ont pas dénoncée par lettres recommandées à adresser aux présidents respectifs des Chambres syndicales intéressées.

Art. 2. Les patrons monteurs de boîtes soussignés s'engagent à n'acheter ou à ne se procurer du galonné et des pendants que des fabricants syndiqués et souscripteurs des présentes.

De leur côté, les dits fabricants de galonné et d'assortiments s'interdisent de céder ou de vendre les produits de leur fabrication, dont les premiers font usage, à d'autres qu'aux personnes ou industriels syndiqués; toutefois, il est exceptionnellement réservé aux fabricants de galonné de pouvoir vendre du galonné directement aux fabricants d'horlogerie à la

condition expresse qu'il leur soit facturé au moins deux centimes par gramme plus cher qu'aux monteurs de boîtes syndiqués. Par exception encore, les pendants pourront être fournis aux fabricants d'horlogerie à la condition expresse qu'ils soient adressés directement et exclusivement aux monteurs de boîtes syndiqués.

Exceptionnellement encore, il est accordé aux fabriques de montres syndiquées les mêmes avantages qu'aux patrons monteurs de boîtes argent syndiqués, mais pour autant seulement que celles-ci ne fabriquent pas les boîtes pour les revendre. Cette concession est faite à la condition expresse que les dites fabriques subventionnent le syndicat des patrons monteurs de boîtes argent pour une somme annuelle à débattre avec la Chambre syndicale.

Art. 3. Tout achat, toute vente et toutes opérations quelconques en vue de se procurer ou de procurer à des tiers non syndiquée, les marchandises dont se servent les monteurs de boîtes argent soussignés seront qualifiées d'infractions aux statuts de leurs syndicats respectifs et à la présente convention et passibles des peines prévues auxdits statuts — « 500 à 5000 fr. pour chaque infraction » —, les mêmes peines seront appliquées à ceux qui serviront d'intremédiaires à pareilles opérations.

Art. 4. Ceux des patrons monteurs de boîtes et des fabricants de galonné et de pendants auxquels il sera interdit de vendre ou d'acheter, seront signalés aux intéressés soussignés par le soin des deux Chambres syndicales réunies par leur contrôleur.

Cette interdiction durera aussi longtemps que les signalés refuseront à entrer dans leurs syndicats respectifs, d'en supporter les charges et de signer les présentes.

Art. 5. Indépendamment des amendes que les délinquants encourront, les deux Chambres réunies pourront prononcer leur interdiction pendant deux ans au plus.

Art. 6. Pour l'exécution de leurs statuts respectifs et de la présente convention, les soussignés font éllection d'un domicile commun au bureau de leur contrôleur, M. A. CHATELAIN, notaire, à Bienne, où toutes communications et significations quelconques pourront être valablement notifiées. Ce dernier aurait à les transmettre sous pli recommandé aux intéressés.

La présente fera suite aux statuts des patrons monteurs de boîtes et à ceux du syndicat des fabricants de galonné et d'assortiments. Le tout sera traduit en langue allemande et, en tant que besoin, publié dans la *Feuille fédérale du commerce* et déposé entre les mains d'un notaire dont les deux Chambres syndicales réunies feront le choix.

Dont acte réciproquement accepté et signé à la Chaux-de-Fonds, le 18 novembre 1888.

Au nom de la Chambre syndicale des patrons monteurs de boîtes d'argent :

Le Secrétaire, Le Vice-Président,
F. MARQUIS-SCHILT. AL. BAUME.

Au nom de la Chambre syndicale des fabricants de galonné et d'assortiments pour la boîte :

Le Secrétaire, Le Président,
A. MATHEY-DORÉ. F. GONIN.

Les soussignés, souscripteurs des statuts de leurs syndicats respectifs déclarent ratifier la convention d'autre part.

Suivent les signatures :

A Chaux-de-Fonds, Gonin frères, Schmidt et Cie., Cornu et Cie., Eugène Brichoux, J. Uebersax, Humbert et Jeanrenaud, Vve de J. Huguenin-Girard, Gustave Augsburg, Ulrich Fotsch; au Locle, J.-J. Mathey-Doré; à St-Imier, Neukomm et Bonaccio, Matile

et Mariller, Ed. Racine et fils, Emma Læng et W.-E. Læng; à Bienne, Metzger et Rueger; à Madretsch, Bourquin et Sesone; à Genève, Henry-Imbert, M. Bourdairon, Ch. Dumont et Cie., A.-F. Lassieur et Cie., Henneberg et Reinheimer; à Porrentruy, Boillat frères.

Observation. — Si les patrons monteurs de boîtes syndiqués sont avantagés par cette convention, c'est exclusivement pour engager leurs collègues à suivre leur exemple; que les fabricants d'horlogerie ne prennent donc pas en mauvaise part cette différence de prix.

Le contrôleur des deux syndicats est M. A. CHATELAIN, notaire, Plänkematte 61, Bienne.

La puissance de l'annonce.

Voici ce que nous lisons ces jours derniers dans un journal qui a trahi le *Commercial Union* de Chicago :

Dans une adresse présentée en présence de quelques journalistes, le colonel Pierre du *Chicago News*, a émis quelques idées concernant les annonces.

On ne réalise jamais les avantages des annonces avant de les avoir communiquées cinquante ou cent fois aux mêmes personnes. La première annonce est bonne, mais la centième vaut plus de cinq cents fois la première. Quelqu'un a dit que la première fois qu'un homme voit une annonce, il ne la voit pas. La deuxième fois, il ne la remarque pas. La troisième fois, il la sait imparfaitement. La quatrième fois, il se rappelle obscurément d'avoir vu quelque chose de semblable auparavant. La cinquième fois, il la lit à demi. La sixième fois, il y porte un peu d'attention. La septième fois, il jette le papier par terre avec impatience. La huitième fois, il s'écrie : « Encore cette maudite affaire ! » La neuvième fois, il désire savoir si c'est quelque chose d'utile.

Suivent les émotions des dix lectures jusqu'à la vingtième annonce qui fait qu'après avoir préparé l'argent après la dix-neuvième, le lecteur le porte avec empressement.

Ceci répond parfaitement aux critiques que l'on adresse parfois aux journaux qui publient souvent les mêmes annonces. La réclame n'est pas seulement un moyen d'existence pour la presse, mais avant tout un des grands facteurs de la prospérité commerciale et industrielle. L'annonce, en effet, fait connaître les produits, en facilite l'écoulement et vaut une clientèle nombreuse à ceux qui ont le bon esprit de recourir à ce mode de publicité. Aussi les plus importantes maisons industrielles ou commerciales font-elles un usage journalier de la réclame, et il va sans dire qu'elles s'en trouvent bien.

Chez nous, des personnes qui méritent confiance, établies depuis de longues années, se laissent devancer par les nouveaux venus, sans savoir souvent à quoi attribuer la diminution des chalandes. La raison est pourtant bien simple : les maisons nouvelles se font connaître par la réclame ; elles se font rapidement une clientèle aux dépens de concurrents plus anciens. Nous avons bien souvent été frappés de ce fait incontestable. Les maisons juives, en particulier, réussissent au moyen de la réclame. Inconnues, elles s'établissent dans une ville ; en très peu de temps leurs magasins sont visités par de nombreux acheteurs, elles font d'excellentes affaires. Pourquoi ? parce qu'elles ont soin de se faire connaître.

En ces temps de concurrence, le commerçant doit lutter pour conserver et augmenter sa clientèle. Or, la publicité est un puissant

auxiliaire dans cette lutte. Nous voudrions engager les commerçants indigènes à imiter les étrangers et à faire un usage plus fréquent de la réclame. La presse... s'en trouvera bien sans doute, mais nos commerçants et industriels se trouveront mieux encore du conseil que nous donnons. A preuve la citation du *Commercial Union*.

NOUVELLES DIVERSES

Traité de commerce. — Les bonnes nouvelles reçues, il y a quelques jours, concernant le traité de commerce avec l'Italie s'accroissent encore et l'on s'attend à sa prochaine conclusion. Dans une séance tenue hier soir, le Conseil fédéral a arrêté les dernières instructions à ses plénipotentiaires pour la conclusion du traité de commerce avec l'Italie.

On assure que l'Italie a renoncé à exiger de la Suisse un cartel douanier tendant à réprimer d'un commun accord la contrebande, et fait des concessions sur les fromages et les cotonnades. La conclusion du traité n'est cependant pas considérée encore comme certaine.

Assemblée fédérale. — Le Conseil fédéral a fixé au 25 mars prochain l'ouverture de la session extraordinaire du printemps des chambres fédérales.

Télégraphes. — La ligne indo-européenne est rétablie.

Exportation pour l'Autriche. — Quelques fabricants ont reçu avis de leurs correspondants d'Autriche que l'entrée de ce pays était fermée aux montres suisses portant le mot « Patent ». Nous sommes en mesure d'affirmer qu'il résulte de renseignements pris à bonne source, que l'autorité douanière autrichienne n'a signifié à qui que ce soit que la désignation « Patent » ne serait plus admise en Autriche.

L'affaire du Panama. — M. Floquet a reçu vendredi matin les délégués des actionnaires et obligataires de la Compagnie de Panama, qui lui ont été présentés par le comte Dilhan, qui a exposé la situation des porteurs de titres et appelé sur elle l'attention du gouvernement. Il a insisté notamment sur le grand intérêt que présenterait le vote de la loi sur les faillites par le Sénat avant le 20 janvier.

M. Floquet a écouté cet exposé avec la plus grande bienveillance et a répondu qu'il avait une très vive sollicitude pour les intérêts de tant de français engagés dans la question du Panama. Le gouvernement était, par des motifs connus, tenu d'observer une très grande réserve ; mais il renouvelait volontiers les assurances sympathiques dont il avait déjà donné des preuves.

On annonce, d'un autre côté, que le Conseil d'administration du Panama a signé avec une banque parisienne, une nouvelle émission de 60 millions d'actions. La première émission aura lieu le 20 janvier.

Brevets d'invention. — On se rappelle que dans son premier budget, le Bureau fédéral de la propriété intellectuelle avait basé ses prévisions sur un nombre de 90 demandes de brevets d'invention pour les deux mois de novembre et décembre. Ces prévisions ont été de beaucoup dépassées, ainsi qu'il résulte des premiers renseignements statistiques connus. Durant les 45 premiers jours de son activité, le bureau a en effet reçu 453 demandes de brevets, dont 114 pour le 15 novembre, jour d'ouverture.

Parmi les 453 inventions pour lesquelles une demande de brevet a été déposée, du

15 novembre au 31 décembre 1888, il s'en trouve 75 qui ont déjà été brevetées à l'étranger. Le surplus représente ainsi les inventions qui ont déjà été faites depuis moins de 7 mois, ou qui ont été gardées secrètes par leurs auteurs, afin de pouvoir les faire breveter valablement en Suisse. Il semble bien difficile qu'une pareille éclosion d'idées et leur apparition dans la circulation générale n'exerce pas une influence quelque peu sensible sur le développement général de nos industries, ceci malgré l'inégalité de valeur que ces inventions peuvent avoir.

Si nous recherchons quelle est la participation de la Suisse à cette activité inventrice et celle des autres pays, nous voyons que 236 demandes proviennent de Suisse, 101 d'Allemagne, 60 de France, 25 d'Autriche-Hongrie, 15 d'Angleterre, 4 de Belgique, 4 du Danemark, 3 des Etats-Unis d'Amérique, 2 d'Espagne et 1 de chacun des pays suivants : Alsace-Lorraine, Italie, Luxembourg et Suède.

Quant au nombre des brevets enregistrés du 15 novembre au 31 décembre 1888, il s'élève à 240, parmi lesquels 46 concernent la classe 123 : montres et pièces détachées.

Etats-Unis. — Le nombre de faillites aux Etats-Unis pour les neuf premiers mois s'élève au total de 7,330 ce qui fait prévoir un nombre de faillites égal de plus de 10,000 pour toute l'année 1888. En 1887 il y en eut 9,700.

Actifs de 7,330 faillites, 44,649,552 dollars ; passif, 83,941,991 dollars, soit un rapport de 53.1 pour cent.

Les fabricants de pendules ne sont pas sans inquiétude ; il paraît que le syndicat de Paris va élever encore le prix du cuivre ; pour le coup la fabrique de pendules serait forcée d'élever dans la même proportion le prix de ses produits.

Le correspondant du *Jewelers Weekly* écrit du Canada que les bijoutiers font des efforts pour faire abaisser les droits d'entrée sur les étuis en peluche et en cuir. Il s'agit de faciliter l'importation des articles français et allemands bon marché.

Le bureau de statistique de Washington a publié le relevé des brevets d'invention pris aux Etats-Unis pendant le premier semestre de 1888.

J'y trouve une vingtaine d'inventions pour l'horlogerie et 9 pour la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie.

Détail curieux : presque tous ces inventeurs habitent la véritable capitale des Etats-Unis ; j'ai nommé New-York. Les brevets pris par les étrangers sont compris dans ces chiffres ; naturellement les Suisses sont en plus grand nombre ; il y a même un Suédois.

Banque fédérale. — La *Berner Zeitung* apprend que le résultat de l'exercice écoulé de la Banque fédérale permettra de distribuer d'assez beaux dividendes, ce qui n'a pas eu lieu depuis plusieurs années.

La Banque fédérale aurait l'intention d'élever le chiffre de son capital-actions de manière à tenir tête plus efficacement à divers établissements concurrents.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

St-Imier, le 13 janvier 1889.

Monsieur le rédacteur,

Samedi 12 courant avait lieu, à St-Imier, une imposante réunion populaire convoquée par les soins des comités réunis de nos sections ouvrières qui s'étaient constituées pour

la circonstance en comité d'action provisoire pour l'introduction des Conseils de prud'hommes, dans la région de St-Imier, Villeret et Sonvillier.

Après avoir entendu un rapport de M. G. Barbey, l'assemblée à l'unanimité et par un vote debout a décidé d'entrer en campagne pour l'obtention des Tribunaux de prud'hommes.

Le comité d'action composé d'une façon anormale, puisque seule des membres de nos sections fédérées en faisaient partie, a reçu mandat de constituer de son propre chef un comité définitif de dix membres, soit cinq patrons et cinq ouvriers appartenant à nos diverses industries locales.

Le 17 février aura lieu, à St-Imier, une assemblée populaire dans laquelle MM. les députés Jolissaint et Reichel rapporteront sur la question en français et en allemand.

Nous pouvons donc espérer d'être bientôt doté de cette institution des prud'hommes qui rend tant de services partout où elle est en vigueur.

Comme vous voyez, nos sociétés ouvrières ne se découragent pas en face du problème que s'est posé la Fédération horlogère : la sauvegarde des droits et des intérêts de chacun ; malgré cette période de marasme que nous traversons, elles contribueront toujours à sa réussite ne demandant au plus grand nombre que l'abandon de leur indifférence coupable et à ceux qui sont placés dans une sphère plus élevée de la vie sociale qu'un peu plus de bonne volonté et moins d'égoïsme.

Agréez, Monsieur le rédacteur, mes salutations empressées.

A. DUBOIS.

Le rédacteur responsable: Fritz HUGUENIN.

JEANNERET & KRENTTEL

à PELOTAS et PORTO-ALEGRE (Brésil)

Importation d'horlogerie

535

FOURNITURES — OPTIQUE

COMMISSION

HOTEL DE BIENNE

(BIELERHOF)

vis-à-vis de la gare

Établissement recommandable à MM. les voyageurs de commerce, touristes ainsi qu'aux Sociétés.

Bonne cuisine — Vins naturels — Chambres à différents prix — Grandes salles — Bains et douches à l'hôtel — Table d'hôte à midi 10 minutes — Plats du jour — Restauration à la carte à toute heure — Exposition permanente de montres. Tous les mardis, marché d'horlogerie.

Se recommande

C. RIESEN-ITTER, propriétaire.

Neuveville. 462
Ls Glauque-Racine, Graveur,
Ouvrage soigné et prompt
Marques de fabrique. Enregistré
pour montres de boîtes et autres
POINCONS

FABRICATION D'HORLOGERIE
J. RUFENER
26, Rue du Parc, 26
CHAUX-DE-FONDS
Spécialité petites montres
347 de 7 à 10 lignes

MONTRES SOIGNÉES

POUR DAMES

LA COLOMBE

508

DIPLOME

Zurich 1883



MÉDAILLE

Anvers 1885

Mouvements cylindre de 7 à 13 lignes

et ancres de 10 à 14 lignes

avec

BOITES VARIÉES ET FANTAISIE

H^R THALMANN

Téléphone

BIENNE

Rue Neuve 64b

ÉLECTRO-AVISO

Cet appareil, dû à l'invention de MM. STEWEN, ingénieurs belges, est mis en action par la production d'une élévation brusque de la température et fait partir un timbre d'alarme au moment même où un commencement d'incendie se produit.

La fumée dégagée par un foyer d'incendie, une simple feuille de papier enflammée, fait partir le timbre d'alarme et prouve la sensibilité de l'instrument.

Le timbre peut être placé à n'importe quelle distance du local qu'il s'agit de protéger contre les risques d'incendie.

Dépôt général et installation pour toute la Suisse :

M. E. BENOIT fils, à PIETERLEN, près Bienne.

Un appareil avec pile à deux éléments et timbre d'alarme, 50 francs, posage en sus.

526

Brevet pris en Suisse sous le N° 177.

Balanciers compensés non magnétiques
brevetés en Amérique (Etats-Unis), France, etc.

Balanciers compensés et façon compensés acier et laiton,
tous genres, grandeurs et prix

Maison fondée en 1848

C. HUGUENIN-THIEBAUD & fils

PONTS-MARTEL (Suisse)

LA PLUS GRANDE FABRIQUE SUISSE POUR CETTE BRANCHE D'HORLOGERIE

Récompenses et médailles à plusieurs expositions
Paris 1878, Chaux-de-Fonds 1879, Chaux-de-Fonds 1881

Prix-courants détaillés et échantillons à disposition.

504

L'imprimerie de la **Fédération horlogère suisse** se recommande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.

SERVICE HYDROGRAPHIQUE DE LA MARINE FRANÇAISE

Concours des chronomètres du 2 janvier au 31 mai 1888 (1)

- A Ecart maximum des marches à la température ambiante. Limite 2⁵.
 B Id. successives. Limite 1⁵.
 C Id. au chaud (30° environ). Limite 2⁵.
 F Id. au froid (0° environ). Id. 3⁵.
 I Id. aux petites amplitudes. Id. 3⁰.
 E Id. aux positions sur XII et VI, ou sur III et IX. Limite 6⁰.
 N Nombre de classement [égal à A, plus B, plus 1/2 I, plus le plus grand de C ou de 1/2 F] (2).

521

Construc- teurs	N ^{os} des Chrono- mètres	A	B	C ou 1/2 F	1/2 I	E	N	Détails de construction
Classés								
Delépine	1505	0,42	0,30	0,33	0,94	2,40	1,99	Bal. circ., spiral palladium
Delépine	1468	0,67	0,40	0,97	0,49	5,10	2,53	Id. id. id.
Leroy	695	0,66	0,46	1,21	0,23	4,03	2,56	Id. id. id.
Leroy	669	0,97	0,78	0,80	0,88	5,97	2,93(3)	Id. id. id.
Leroy	684	1,00	0,45	0,82	0,78	1,43	3,05	Id. id. id.
Leroy	654	0,95	0,47	1,43	0,72	2,07	3,07(3)	Id. id. id.
Delépine	1508	0,68	0,29	1,47	0,65	5,37	3,09	Id. id. id.
Leroy	663	1,01	0,40	1,58	0,20	2,27	3,19	Id. id. id.
Leroy	681	1,07	0,46	1,47	0,24	4,37	3,24	Id. id. id.
Leroy & fils	146	1,06	0,38	1,12	0,93	1,90	3,49	Id. id. id.
Leroy	664	0,99	0,47	1,26	1,04	1,33	3,76	Id. id. id.
Leroy	706	1,13	0,33	1,57	1,06	1,96	4,09	Id. id. id.
Leroy	680	0,96	0,42	1,57	1,20	1,63	4,15	Id. id. id.
Leroy	646	1,51	0,34	2,00	0,86	4,90	4,71	Id. id. id.
Thomas	2	1,87	0,67	2,02	0,54	4,73	4,85(4)	Id. id. acier
Leroy	688	1,30	0,47	1,95	1,18	2,05	4,90	Id. id. palladium
Leroy	658	1,92	0,42	2,10	1,13	1,67	5,57	Id. id. id.
Non classés								
Leroy	692	2,63	0,46	0,90	0,71	3,74	4,70	Bal. circ., spiral palladium
Leroy	659	1,72	1,10	1,11	1,40	4,03	4,83(3)	Id. id. id.
Leroy	682	2,65	1,66	0,82	1,10	5,53	5,73(3)	Id. id. id.
Rousseau- Lecocq	5	2,86	0,64	1,46	0,87	2,65	5,83	Id. id. id.
Callier	575	2,38	0,78	2,29	1,49	2,23	6,94	Id. id. acier

- (1) Nombre des chronomètres présentés : 43. Classés, 17; non classés, 9, dont 4 retirés ou avec résultats incomplets; renvoyés avant la fin du concours, 17. Le service hydrographique a demandé au Ministère l'acquisition des six premiers chronomètres.
 (2) Voir le règlement des concours dans le *Journal suisse d'Horlogerie*, XI^{me} année, page 143.
 (3) Déduction faite d'une bonification de 0,50 résultant du précédent concours (art. 17 du règlement).
 (4) Id. Id. 0 25 Id. Id. (Id.).

Une bonne arrondisseuse de
roues de finissages est demandée
à la fabrique
531 **KUHN & TIECHE,**
à Reconvillier.

La fabrique d'horlogerie suisse de Kreuzlingen

demande une bonne polisseuse de vis. Ouvrage suivi et bien payé. S'y adresser. Voyage payé.
532

ON DEMANDE

un laminoir finisseur pour bandes de laiton et de cuivre dont les cylindres auraient 16 à 20 centimètres de table et 12 à 15 centimètres de diamètre.
512
S'adresser au bureau du journal.

FABRICATION D'AIGUILLES
pour 357
EXPORTATION ET FABRICATION
BOURQUIN-BOREL
BIENNE

A VENDRE

un établissement d'horlogerie bien organisé, dans un quartier sans concurrence. 534
S'adresser au bureau du journal.

A VENDRE

Un outillage de monteur de boîtes complet pour 5 à 6 ouvriers, en très bon état.
S'adresser au bureau. 530

BREVETS D'INVENTION en tous pays 503

A. RITTER

Ancien élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures de Paris
INGÉNIEUR-CONSEIL
EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
Heumattstrasse, 3, BALE

Dépôt de marques de fabrique et de dessins et modèles industriels.

Fabrique de verres de montres en tous genres 453

Ancienne Maison TASTOIX & BASTARD
J. BASTARD & REDARD
21, QUAI DES BERGES, 21
A GENÈVE

Obtention & Vente
en tous Pays
de BREVETS D'INVENTION
A. Grélet 2 Pl. Bel. Air. Genève
Ingénieur
Travaux techniques.

Consultations gratuites 311

CHEMISERIE MEIER à REIDEN (Lucerne)

expédie franco contre remboursement chemises en couleurs dès 2 fr. sans col et 2 fr. 20 avec col. Chemises blanches, dès 1 fr. 80 sans col et 2 fr. 50 avec col, jusqu'aux qualités et façons les plus fines. Prix-courants et catalogues gratuits sur demande.
506

Fédération des chefs d'atelier
et ouvriers décorateurs

AVIS

de la Chambre syndicale mixte
du 7^{me} arrondissement.

Nous portons à la connaissance de tous les intéressés que nous avons dû procéder à la mise en interdiction des ateliers ci-après :

MM. Adolphe Décrevel, St-Imier.
Lucien Robert, Corgémont.
François Lozeron, aux Bois.
Wille frères, à la Ferrière.
Nicolas Liniger, " 539

Ces interdictions ont dû être prononcées en exécution de la convention réciproque arrêtée entre les deux fédérations patronale et ouvrière, à laquelle les sus-nommés refusent de se soumettre. (H205J)

Chambre syndicale mixte.

On demande

pour diriger un atelier de remonteurs, un jeune homme sachant terminer la montre et connaissant à fond la partie. On exige de sérieuses preuves de moralité. 533
S'adresser au bureau du journal sous chiffre A. K. 12.

Une fabrique d'horlogerie demande un bon 536

Soudeur d'assortiments

Entrée de suite.
S'adresser au bureau du journal.

Ein gewandter, solider

Mechaniker

in der Construction von automatischen Maschinen geüht und erprobt, findet sofort dauernde Anstellung in einer Uhrenfabrik. 537
Offerten mit Zeugnissen befördert die Expedition des Blattes.

La fabrique de Montilier demande de 538

bons mécaniciens.

Ein gewandter, solider 513

Mechaniker

findet dauernde Anstellung in einer Uhrenfabrik. Offerten mit Gehaltsansprüche und Zeugnissabschriften an diese Zeitung.

AVIS

505

La fabrique d'ébauches de Malleray (Jura bernois) demande quelques bons finisseurs de barillets et d'arrêtages. Entrée immédiate. (H6119J)

Sertissage

La fabrique d'horlogerie Favre-Leuba, Locle, demande de suite une personne connaissant le sertissage à la machine. 522
S'adresser directement.

Un guillocheur

sur l'argent cherche une place dans un atelier. S'adresser au bureau. 523

ON DEMANDE

un bon ouvrier sertisseur connaissant les châtons et si possible le sertissage à la machine.
Un ou deux régleurs. 525
Adresser les offres sous les initiales M. C. D., au bureau du journal.